

INTRODUCTION

Dans un contexte de crise économique mondialisée, il s'avère encore difficile de mesurer précisément les impacts de celle-ci sur le secteur de la microfinance en zone UEMOA en 2008. Au niveau de l'activité crédit, le secteur ne semble que peu ressentir les impacts de cette crise à l'image du volume de prêts qui continue une croissance soutenue (+ 22 pourcent sur notre échantillon tendance 2007-2008) et un portefeuille à risque à 30 jours certes toujours élevé mais qui reste stable.

En revanche, une nouvelle tendance se dessine au niveau de la portée des IMF : le nombre d'emprunteurs entre 2007 et 2008 a stagné. Cette tendance peut s'expliquer par les trois facteurs suivants qui seront développés dans cette étude :

- (1) les difficultés rencontrées par certaines IMF (non inhérentes à la crise) les poussent à ralentir leurs activités,
- (2) l'application du principe de prudence vis-à-vis de conséquences possibles de la crise, les entraîne à appliquer une politique de renforcement de l'existant plutôt que de développer l'activité crédit,
- (3) le recul progressif des produits de prêts de groupe au sein de certaines IMF au profit des crédits individuels.

Au niveau de l'activité épargne, une tendance de fond bien encrée demeure depuis plusieurs années même si celle-ci semble avoir été quelque peu remise en cause par les effets de la crise : la propension des populations à faire confiance aux IMF pour collecter leur épargne puisque le nombre d'épargnants continue de croître dans les mêmes proportions que le volume d'épargne.

L'étude détaillée des performances de cet échantillon de 46 IMF nous permettra aussi de mieux entrevoir dans quel contexte va se mettre en place le nouveau cadre réglementaire régissant le secteur et de mesurer les premiers effets « indirects » de la crise sur le secteur en 2008.

ZOOM SUR LA MÉTHODOLOGIE

Afin de mieux comprendre l'approche et les résultats de cette étude, voici un bref zoom sur les échantillons et méthodologie utilisés :

- Pour la première fois depuis la première parution de cette étude UEMOA en 2006, 7 des 8 pays de la zone UEMOA sont représentés avec l'intégration d'une IMF provenant de Côte d'Ivoire.
- L'échantillon intègre désormais les données de plus de 46 IMF en 2008 (contre 37 l'année dernière et 26 en 2006).
- L'échantillon Tendance 2006-2008 qui réunit les IMF ayant partagées leurs données pour la période de 3 ans 2006 à 2008 est composé de

2 UEMOA 2009 Benchmarking et Analyse du Secteur de la Microfinance

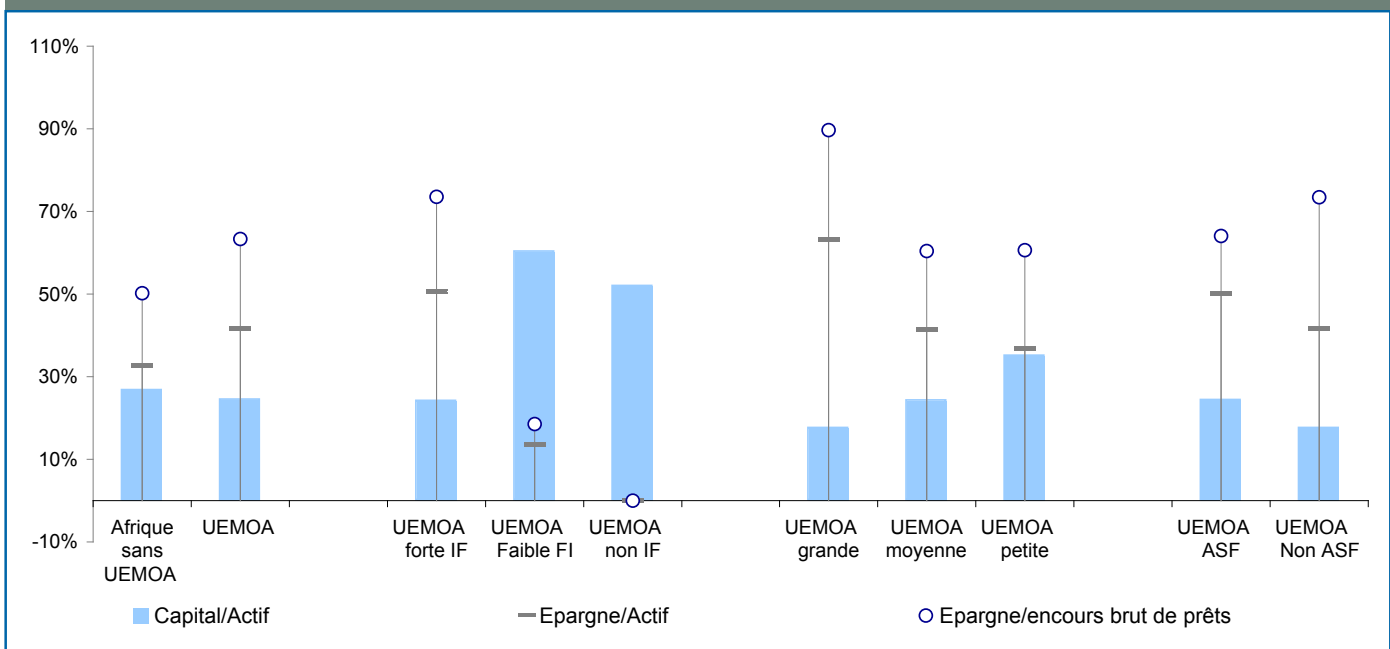
UNION ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE: INDICATEURS CLÉS 2008

LA MICROFINANCE EN ZONE UEMOA EN UN CLIN D'ŒIL (TENDANCES 2006-2008)

	2006	2007	2008	Evolution en %		
				06-07	07-08	06-08
Bureaux	1,015	1,068	0,999	5%	-6%	-2%
Personnel	4,543	5,195	5,816	14%	12%	28%
Emprunteurs	634,120	658,346	657,244	4%	0%	4%
Portefeuille de prêts (en millions de CFA)	185,473	220,376	268,978	19%	22%	45%
Portefeuille de prêts (M EUR)	283	336	410			
Total Actif (en millions CFA)	293,789	354,091	403,097	21%	14%	37%
Total Actif (en millions EUR)	448	540	615			
Rendement de l'actif	1.2%	0.6%	1.1%	-50%	80%	-10%
Epargnants	2,127,189	2,613,563	2,891,100	23%	11%	36%
Epargne (en millions CFA)	173,933	218,297	242,541	26%	11%	39%
Epargne (en millions EUR)	265	333	370			
PAR 30	6.8%	5.8%	5.8%	-14%	-1%	-15%
PAR 90	3.9%	4.0%	3.3%	3%	-18%	-16%
Taux radiation de prêts	1.2%	1.1%	2.0%	-5%	78%	69%

NB: Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2006-2008; Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2008 Benchmarks

FINANCEMENT DE L'ACTIF



21 IMF provenant de 5 pays : le Sénégal, le Togo, le Bénin, le Burkina Faso et le Mali.

- La méthode de calcul des groupes de pairs retenue est la « médiane » afin de lisser les trop fortes disparités au sein des échantillons.
- Les évolutions 2006-2008 « volume » ont été effectuées en monnaie locale afin de prendre en compte les effets des taux de change (dollars/Franc CFA).

Aussi depuis cette année les données touchant à l'épargne tiennent compte de l'ensemble des épargnants et de l'épargne collectée, alors que les années précédentes, seules les données sur l'épargne volontaire étaient considérées. Pour la région UEMOA, l'impact reste faible au niveau de l'interprétation des ratios touchant l'épargne compte tenu du poids prédominant de l'épargne volontaire dans l'épargne totale.

Pour plus d'informations sur la méthodologie, merci de vous reporter à la partie « collecte et traitement des données » en fin de rapport.

HISTORIQUE ET DERNIÈRES AVANCÉES DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION¹

⇒ *Loi PARMEC: des carences réglementaires reconnues*

⇒ *Un nouveau cadre réglementaire pour accompagner le développement du secteur*

Depuis l'adoption en 1993 de la première loi-cadre portant réglementation des institutions d'épargne et de crédit (ou « Loi PARMEC »), le secteur de la finance décentralisée dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), ne cesse de se développer, touchant un nombre toujours croissant de clients participant ainsi au développement économique de la région.

La mise en œuvre de cette loi a vu une prolifération d'institutions de toutes tailles. Plusieurs centaines

ont été soit agréées (les institutions mutualistes d'épargne et de crédit ou « IMCEC »), soit reconnues (groupement d'épargne et de crédit) ou soit autorisées sous convention (association et SA).

Cette forte croissance du nombre d'IMF n'en a pas moins révélé certaines lacunes et dysfonctionnements de la réglementation « Parmec » constatés au niveau des :

(1) autorités de contrôle : forte augmentation du nombre d'autorisations d'exercice non-pérennes, insuffisances des contrôles effectués, difficulté dans la prise et l'application de sanctions en cas de non respect des prescriptions réglementaires, et insuffisance dans la collecte de l'information financière.

(2) IMF : non respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, faiblesse du contrôle interne, manque de systèmes d'information et de gestion (SIG) remettant en cause la fiabilité des états financiers, faiblesse des procédures d'analyse de crédit.

Ces lacunes étant un frein au développement du secteur sur des bases saines, la BCEAO et l'ensemble des acteurs de la microfinance ont initié une mise à jour du cadre légal qui a été adopté au Conseil des Ministres de l'UEMOA lors d'une réunion tenue 06 avril 2007 à Lomé au Togo.

Cette nouvelle loi qui doit être adoptée par les différents parlements des différents pays de la zone (ce qu'ont déjà fait la Guinée Bissau et le Sénégal), vise essentiellement deux objectifs :

(1) assoir la stabilité du secteur (agrémentation pour les associations et SA / meilleure protection de la clientèle)

(2) renforcer la supervision des IMF dans leur ensemble et à tous les niveaux.

Si cette loi s'accompagne implicitement d'un resserrement des conditions d'entrée dans le secteur et d'un accroissement du pouvoir des sanctions des autorités, elle n'en reste pas moins « façonnée » pour

¹ Sources : www.cgap.org, www.btctb.org, www.walf.sn

ne pas entraver la poursuite de la diversification du paysage financier dans l'espace UEMOA.

Ainsi les principales innovations apportées dans la nouvelle réglementation portent sur :

- l'uniformisation du régime d'autorisation d'exercice (agrément) quelque soit la forme juridique des IMF,
- le partage de la supervision entre les ministères des finances, la BCEAO et la commission bancaire avec une intervention directe de la BCEAO dans le contrôle des IMF d'une certaine taille,
- l'avis de non objection de la BCEAO pour toute nouvelle autorisation d'exercice,
- l'obligation faite aux structures faîtières de constituer en leur sein un fonds de sécurité et de signer des conventions avec les caisses de base affiliées,
- un renforcement des normes prudentielles, notamment de nouveaux ratios de solvabilité pour les IMF non mutualistes,
- l'adhésion obligatoire des IMF autorisées à collecter l'épargne, à tout futur système de garantie des dépôts qui viendrait à être mis en place dans le secteur de la microfinance,
- enfin dans la continuité de la loi PARMEC, des exonérations fiscales pour les seules mutuelles et coopératives.

A noter que cette nouvelle législation n'est néanmoins pas encore totalement « figée » puisqu'elle reste à être complétée par une réforme des instructions BCEAO adoptée sous l'emprise de l'ancienne loi PARMEC, instructions d'application visant à fixer les modalités de calcul des normes prudentielles, ainsi que le seuil à partir duquel la BCEAO reprend la main pour la supervision des IMF.

Par ailleurs elle risque d'être également impactée par la future adoption et entrée en vigueur du projet d'Acte Uniforme (OHADA), notamment au niveau des champs relatifs à l'organisation et à la constitution des IMCEC.

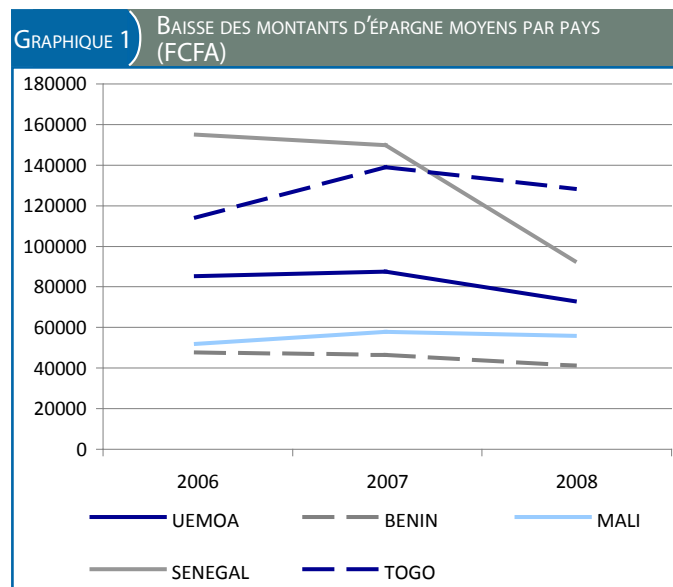
ECHELLE ET PORTÉE

⇒ Une évolution de l'épargne en croissance ralentie

⇒ Des volumes de prêts grandissants plus vite que le nombre d'emprunteurs

Si le nombre d'épargnants est en augmentation dans la zone UEMOA à +10.6 pourcent, sa croissance est moindre que les années précédentes (22.9 pourcent en 2007) et se situe dans la lignée de celle du volume d'épargne (+11 pourcent).

La crise semble être venue ralentir la forte croissance de l'activité épargne de ces dernières années (11 pourcent d'augmentation entre 2007 et 2008 contre 26 pourcent entre 2006 et 2007), sans pour autant l'enrayer puisque le volume d'épargne a augmenté en « volume cumulé » de 39 pourcent sur ces deux dernières années.



NB: Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2006- 2008;

Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2008 Benchmarks

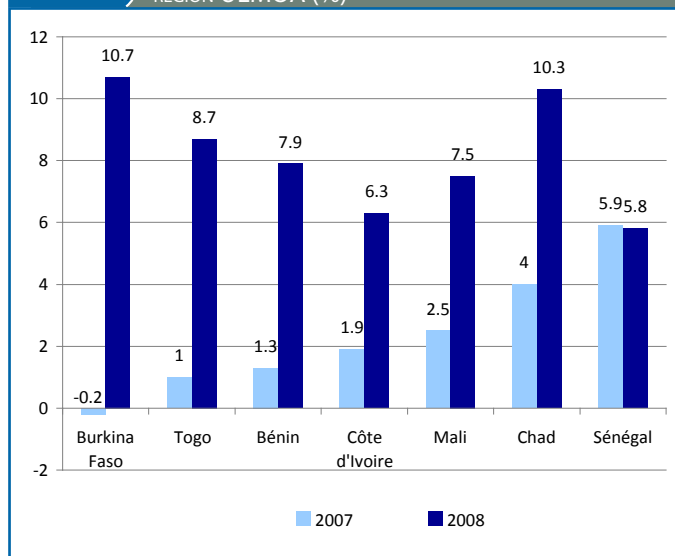
Ce ralentissement de la croissance de l'activité épargne des IMF marque une autre tendance qui est la baisse entre 2007 et 2008 du montant moyen épargné (**graphique 1**). Ce constat peut s'expliquer par

le contexte économique ambiant consécutif à la crise économique, ayant eu pour corollaire une moindre capacité à épargner compte tenu du cumul des facteurs suivants :

- Un taux d'inflation galopant entre 2007 et 2008 (**graphique 2**) dans l'ensemble des pays de la région (exception faite du Sénégal mais qui enregistrait le plus fort taux d'inflation en 2007 à 5.8 pourcent) ayant pour conséquence directe une baisse de la capacité d'épargne).
- Une baisse de l'activité économique engendrant une baisse des revenus d'activités, laissant moins de place à l'épargne pour les ménages.
- La nécessité pour une frange d'épargnants de puiser dans leur épargne pour faire face aux effets de la crise.

Cette capacité amoindrie d'épargner se fait aussi ressentir de façon indirecte au niveau des fonds issus des transferts d'argent. Les ménages afin de faire face à la crise, ont rogné la partie des transferts historiquement réservée à l'épargne afin de faire face aux dépenses quotidiennes qui ont augmenté par effet d'une inflation importante.

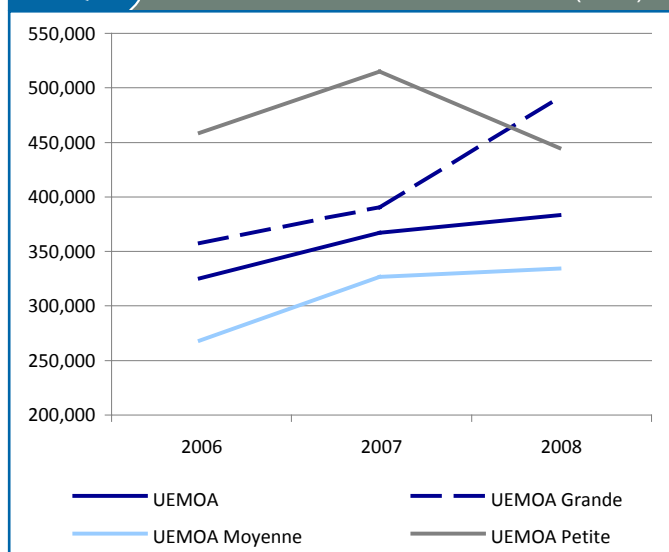
GRAPHIQUE 2 EVOLUTION 2007-2008 DU TAUX D'INFLATION DANS LA RÉGION UEMOA (%)



Source : www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2092.html

Au niveau de l'activité crédit, le nombre d'emprunteurs est stable par rapport à l'année dernière (22,000 en médiane), alors que le portefeuille de prêt connaît, cette année encore, une augmentation soutenue (+17 pourcent par rapport à 2007). Sur deux ans la croissance est encore plus marquée puisque si le nombre d'emprunteurs n'a que légèrement augmenté (+3.6 pourcent), le volume des prêts a quant à lui cru de plus de 52 pourcent.

GRAPHIQUE 3 PORTEFEUILLE MOYEN DE PRÊTS PAR EMPRUNTEUR (FCFA)



NB: Les résultats sont les médianes de notre échantillon tendance 2006- 2008;

Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2008 Benchmarks

A travers l'analyse tendance pays 06-08, le Togo affiche la plus forte croissance en termes de volume de portefeuille avec + 74 pourcent sur 3 ans pour un total volume d'augmentation de 35 millions USD. Le Sénégal marque quant à lui une croissance de 60 pourcent avec la plus forte croissance de volume d'activité en valeur absolue de 93 millions USD. Avec 21 millions USD d'augmentation représentant une croissance 06-08 de 44 pourcent le Mali se hisse à la troisième position laissant le Bénin fermer ce classement à 6 pourcent de croissance sur un volume de +4.5 millions USD.

On note cependant qu'uniformément au sein de ces quatre pays de la région le développement du portefeuille en volume s'est ralenti entre 2007 et 2008

marquant certainement ici les premières actions initiées par les IMF et guidées par le principe de prudence afin de se prémunir des effets possibles de la crise.

Enfin les tendances pays 06-08 vis-à-vis du nombre d'emprunteurs sont quant à elles très variées, le Togo marquant un fort développement de sa portée avec une croissance de plus de 64 pourcent du nombre d'emprunteurs (+ 33,500), le Bénin 22 pourcent (+20,000), le Sénégal 3 pourcent (+5,000) et le Mali - 3 pourcent avec - 4,700 emprunteurs à l'image d'un secteur en manque de liquidité et dont certaines IMF ont initié des restructurations.

Concernant le groupe de pairs « portée », le groupe « UEMOA Grande » voit en médiane et dans la continuité de l'an passé, son nombre d'emprunteurs diminuer (-6.7 pourcent), et en même temps son portefeuille de prêt connaît une croissance de 22 pourcent (+60 pourcent par rapport à 2006). Cette dernière tendance s'explique davantage par l'augmentation du montant moyen de prêt accordé (+21 pourcent / cf **graphique 3**) que par une augmentation du nombre de prêts accordés (+4 pourcent). La diminution du nombre d'emprunteurs peut quant à elle s'expliquer par la politique de renforcement de l'existant de la part de certaines grandes IMF afin de mieux maîtriser leur portefeuille de prêts et la gestion de leurs activités.

Le groupe « UEMOA Petite » connaît une croissance du portefeuille du même ordre (24.4 pourcent) mais pour des raisons totalement inverses puisque c'est le nombre d'emprunteurs qui augmente en moyenne de près des 2/3 alors que le montant moyen accordé par emprunteur lui, baisse de 17 pourcent (**Graphique 3**).

Ces deux tendances peuvent s'expliquer par le fait que ces groupes IMF présentent des caractéristiques d'activités très différentes, suivant leur clientèle cible et le type de produits offerts.

Ainsi dans le cas des IMF « grande » la clientèle est majoritairement urbaine et de plus en plus ciblée sur des prêts individuels de montant croissant.

A contrario, les IMF du groupe « petite », plutôt rurales, offrent davantage de prêts de groupe répondant à un besoin de financement d'une activité commune. Les femmes sont les principales bénéficiaires de ces produits et malgré une moindre rentabilité, les prêts les concernant, enregistrent les meilleurs taux de recouvrement comme le montre l'étude suivante.

ETUDE « GENRE » : LES FEMMES DE MOINS EN MOINS REPRÉSENTÉES

Une mutation déjà partiellement visible au sein de groupes de pairs l'an passé se confirme au niveau de l'étude « genre » des emprunteurs. La part des femmes emprunteurs est en diminution dans l'ensemble des groupes de pairs « portée » de l'échantillon tendance 2007-2008 avec une part de représen-

TABLEAU 1 ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FEMMES EMPRUNTEURS (2006 - 2008)

	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Groupe de pair	UEMOA			Grande (portée)			Moyenne (portée)			Petite (portée)		
Nombre d'emprunteurs	634,000	658,500	657,000	423,000	416,500	388,500	121,500	133,500	129,000	7,000	9,500	16,000
% de variation (06-07 et 07-08)		4%	0%		-2%	-7%		10%	-3%		40%	65%
Nombre de femmes	336,500	353,000	302,000	174,500	177,500	123,000	87,500	85,500	67,500	6,500	8,000	12,000
% de variation (06-07 et 07-08)		5%	-14%		2%	-31%		-2%	-21%		21%	54%
% de femmes	53%	54%	46%	41%	43%	32%	72%	64%	52%	95%	82%	76%

NB: Les résultats sont les totaux des groupes de pairs de l'échantillon tendance 2006- 2008

tativité de 46 pourcent des emprunteurs contre 54 pourcent en 2007.

Cette baisse n'est pas seulement « relative » au seul fait que le nombre d'emprunteurs hommes aurait augmenté plus vite. Le nombre des femmes baisse en terme de valeur absolue, de près de 15 pourcent, soit 50 000 femmes en moins sur un total de 353 000.

Cette baisse est particulièrement visible chez les IMF « Grande » où les femmes étaient déjà minoritaires. Elles se sont détournées des grandes et moyennes IMF pour se rediriger vers les petites puisque ces dernières ont vu leur nombre d'emprunteurs femmes augmenter significativement.

Pour autant leur part relative au sein de ces petites structures baisse également (95 pourcent en 2006 contre 76 pourcent en 2008) compte tenu de la plus forte croissance d'emprunteurs chez les hommes (tendance générale au sein de tous les groupes de pairs).

Au sein des structures qui ciblent les femmes comme clientèle principale, le nombre de femmes emprunteuses a augmenté et leur part relative est toujours extrêmement prépondérante puisqu'elle se stabilise entre 80 et 90 pourcent.

En revanche au sein des mutuelles, les femmes ne représentent en 2008 qu'à peine un peu plus de 30 pourcent des emprunteurs (32.7 pourcent) avec une baisse spectaculaire de 30 pourcent de leur effectif sur 1 an (baisse deux fois plus importante que celle de l'échantillon UEMOA).

Deux principales raisons semblent pouvoir expliquer cette dernière tendance :

- Le secteur faisant face à une concurrence de plus en plus sévère dans l'offre de produits en milieu urbain, le besoin de rentabilité et de différenciation pousse les IMF à développer leur offre de crédit individuel. Ce choix stratégique des IMF de cibler des emprunteurs capables d'emprunter des montants plus élevés pour optimiser les marges

bénéficiaires s'est mis en place au détriment de la clientèle « femme » qui ne répond pas aux critères d'éligibilité. Ces femmes, qui en général empruntent des montants beaucoup plus faibles et sous forme de prêt solidaires, se trouvent peu à peu marginalisées puisqu'elles apparaissent comme une clientèle moins rentable, phénomène accentué par la diminution des crédits « bonifiés » alloués à des populations cibles telles que les femmes.

- La fin de certains programmes destinés directement aux femmes et qui leur accordaient des conditions commerciales attractives (parfois hors du marché), ainsi que des conditions d'accessibilité au crédit moins contraignantes (notamment en termes de garantie).

En effet à partir du moment où ces femmes qui pouvaient emprunter avec des contraintes de garanties limitées, n'ont pu plus le faire, elles se sont détournées tout d'abord des grandes IMF et mutuelles devenues plus exigeantes pour se rediriger vers les plus petites, et même parfois vers les voies informelles d'obtention de crédits (usure).

Selon certains experts, le passage progressif du crédit de groupe au crédit individuel que l'on a voulu instaurer au sein de nombreuses IMF ne s'est pas forcément toujours concrétisé avec les résultats escomptés en raison de l'inadéquation entre l'offre de produits et la demande.

Compte tenu de cette évolution forte au niveau de l'accessibilité des femmes au crédit, il a été constitué un nouveau groupe de pairs appelé « UEMOA Femme » comprenant les IMF qui axent leur politique de crédit exclusivement ou majoritairement sur cette population féminine. Le critère de sélection retenu pour définir ce groupe de pairs est qu'un minimum de 75 pourcent des emprunteurs actifs soit des femmes. Six IMF répondant à ce critère pour les 3 années 2006 à 2008 ont été retenues. Il s'agit essentiellement d'ONG qui ont bien souvent mis en œuvre des programmes orientés vers les femmes. Elles restent d'une taille modeste puisque qu'elles font partie

TABLEAU 2 ÉTUDE DES PERFORMANCES DU GROUPE DE PAIRS « UEMOA FEMMES »

	UEMOA Femmes (6 IMF)			UEMOA sans "UEMOA femmes" (15 IMF)		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
Données de portée						
Nombre total d'emprunteurs	71,500	98,500	107,000	562,500	560,000	550,500
Nombre total d'emprunteuses	66,000	85,000	97,000	270,000	268,000	205,500
Portefeuille de prêts (M FCFA)	8,798	12,395	16,470	176,674	207,980	252,508
Montant de prêt moyen (FCFA)	133,500	146,000	170,000	284,000	380,500	337,500
Nombre total d'épargnants	80,500	132,500	153,500	2,127,000	2,613,500	2,891,000
Total dépôts (M FCFA)	3,697	5,703	6,683	173,932	218,296	242,541
Dépôt moyen (FCFA)	46,000	43,000	43,500	82,000	83,500	84,000
Performance financière						
Rendement de l'actif	0.0%	0.0%	0.0%	1.1%	1.4%	2.1%
Auto-suffisance opérationnelle	91.5%	101.6%	102.8%	115.6%	114.4%	117.3%
Revenus et dépenses						
Revenu financier / Actif	22.6%	20.1%	21.1%	15.4%	15.5%	16.0%
Ratio de ch. totales	24.8%	20.2%	19.8%	14.2%	13.7%	13.4%
Ratio de ch. financières	2.0%	2.9%	3.5%	1.3%	1.4%	1.4%
Ratio de ch. d'exploitation	23.1%	16.6%	15.3%	11.1%	11.9%	11.7%
Ratio de ch. de personnel	8.0%	6.7%	6.9%	4.7%	4.7%	4.9%
Efficacité						
Coût par emprunteur (FCFA)	24,000	22,500	27,500	52,000	67,000	75,500
Productivité						
Emprunteurs par effectif du personnel	187	222	211	183	159	151
Risque						
PAR 30j	4.4%	4.6%	4.4%	8.6%	7.9%	6.2%
Taux de radiation de prêts	1.4%	0.0%	1.9%	1.4%	2.1%	2.2%

Taux de change utilisé \$US/ FCFA 2006 : 478 FCFA, 2007 : 437 FCFA, 2008 : 454 FCFA, source www.xe.com
 Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2006-2008 Benchmarks

des groupes de pairs « Petite » (moins de 10,000 emprunteurs) ou « Moyenne » (entre 10,000 et 30,000 emprunteurs).

Au niveau de l'analyse des données de portée, il est tout d'abord intéressant de noter qu'alors que le groupe de pairs « UEMOA Femmes » continue de développer son portefeuille d'emprunteurs total, marquant ainsi une croissance de 8 pourcent entre 2007 et 2008, le groupe de pairs « UEMOA sans UEMOA femmes » est quant à lui en baisse de 2.7 pourcent entre 2007 et 2008.

Au niveau de l'analyse de l'évolution des emprunteurs femmes, on note une augmentation de 14 pourcent (soit 12,000 emprunteuses supplémentaires) pour le premier groupe de pairs et un recul de 33 pourcent (soit 63,500 emprunteuses en moins) pour le groupe de pairs « UEMOA sans UEMOA femme ». Cette dernière tendance, déjà marquée au niveau des groupes de pairs précédemment étudiés, est ici particulièrement accentuée attestant par là même des mutations que subit le secteur dans la région.

La baisse du nombre d'emprunteurs total pour les IMF qui ne ciblent pas principalement les femmes est due aux choix stratégiques des IMF de se dégager des produits de prêts de groupe et de s'orienter majoritairement vers les prêts individuels dont la clientèle principale est masculine.

Ainsi, le nombre d'emprunteurs total baissant de 9,500 entre 2007 et 2008, couplé à la baisse de 63,500 du nombre de femmes sur la même période, induit que ces IMF ont vu le nombre d'emprunteur hommes croître de la différence (+ 54,000) et ce au profit des produits individuels plus rentables.

Au niveau de l'analyse du portefeuille et en médiane, les IMF « UEMOA Femmes » ont une meilleure maîtrise de leur portefeuille de crédits avec un PAR stabilisé autour de 4.5 pourcent ces trois dernières années. Elles affichent une plus forte productivité par salarié du fait de leur pratique de prêt de groupe (211 emprunteurs par salarié contre 150) et par conséquent un coût par emprunt le plus faible (60 dollars contre 166).

Pour autant si leur performance financière s'améliore avec un rendement sur l'actif qui passe en médiane de -2.6 pourcent à 0.6 pourcent, elle reste bien plus faible que celles de leurs concurrents de la zone UEMOA compte tenu du fait qu'elles présentent à la fois des coûts opérationnels supérieurs (11.7 contre 15.3 pourcent) et un coût de financement plus élevé (ratio de charges financières de 3.5 contre 1.4 pourcent).

Cette dernière tendance peut en partie s'expliquer par leur moindre capacité à collecter l'épargne, le rapport entre nombre Epargnant/Emprunteur étant de 1.5 (autour de 4 pour UEMOA) et sur des montants plus réduits. De plus et à l'instar de leurs concurrents de la région (exception faite des IMF leaders), l'accès aux emprunts commerciaux est très limité tant il est difficile d'apporter les garanties nécessaires pour la levée de prêts.

STRUCTURE DE FINANCEMENT

⇒ *Mutuelle: des structures de financement caractéristiques suivant la taille de l'IMF.*

⇒ *Dettes : 69% des fonds prêtés aux IMF sont issus du groupe « institutions financières » et le taux d'intérêt moyen pondéré régional est de 7%.*

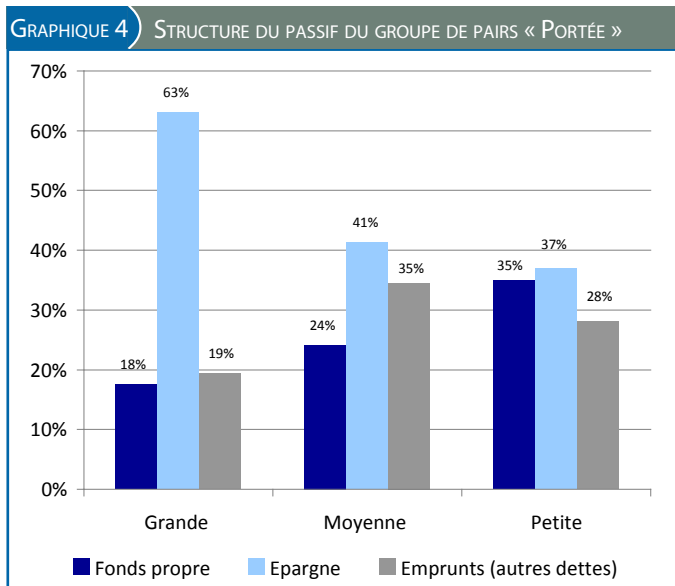
Le portefeuille des institutions de microfinance de la région reste majoritairement financé par l'épargne volontaire et obligatoire des clients (63 pourcent). Celle-ci représente en médiane près de 42 pourcent du total passif des IMF et constitue la ressource financière la moins coûteuse de par sa faible ou non rémunération.

Le **graphique 4** montre que, plus une institution de microfinance à un niveau d'activité élevé à l'image du groupe de pairs « Grande » (plus de 30,000 emprunteurs actifs), plus sa capacité à capter l'épargne est forte. Ceci s'explique notamment par la notoriété, la taille et la portée de ces IMF qui leur permettent une croissance soutenue en termes de couverture de part de marché, majoritairement urbaine. Ces IMF touchent en médiane 10 fois plus d'épargnants que les IMF du groupe « Moyenne » et 85 fois plus que les IMF « Petite ».

En outre au cours de ces dernières années, certains grands réseaux mutualistes fournissent des services de transfert d'argent, contribuant indirectement par ce biais à accroître le volume d'épargne de ce groupe d'IMF. Une fois reçus, ces transferts sont souvent déposés pour partie directement sur des comptes d'épargne afin de sécuriser la somme, l'autre partie étant utilisée pour les besoins de consommation et/ou comme fonds de roulement pour les activités professionnelles.

Pour le reste du financement, il s'équilibre entre les capitaux propres et les emprunts, respectivement à hauteur de 18 et 19 pourcent.

Concernant les deux autres groupes de pairs de ce groupe « Portée », les IMF de portée moyenne financent 41 pourcent de leur actif à l'aide de l'épargne et lèvent 35 pourcent de leur financement sous forme d'emprunt. Même si le niveau d'épargne est relativement similaire pour les deux groupes, 37 pourcent pour les IMF « Petite », ce dernier groupe peine davantage à lever des emprunts de par la taille de ces institutions et le caractère « à risque » d'une clientèle majoritairement rurale. Il est important de noter aussi que ce groupe de pairs regroupe 7 ONG sur un total de 22 IMF qui ne sont pas autorisées à collecter l'épargne. Si on les exclu de notre échantillon, le ratio Epargne/Actif s'élève alors à 52 pourcent et celui des Fonds Propres stagne à 34 pourcent, ce qui démontre la plus grande difficulté qu'ont les petites mutuelles à lever des fonds extérieurs (Dettes/ Actif = 14 pourcents).

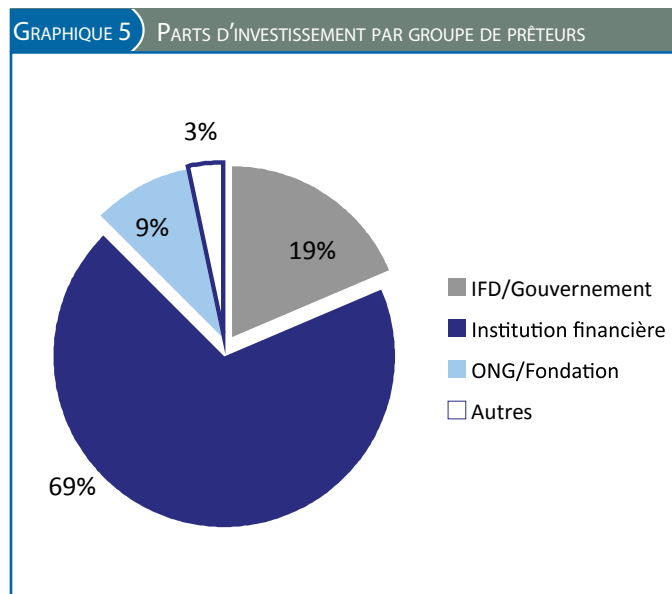


Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2008 Benchmarks

Le besoin grandissant de financement et la limitation des ressources de type épargne poussent les IMF de toutes tailles à s'orienter vers la levée de fonds sous forme d'emprunt. Le **graphique 6** regroupe les taux moyens pondérés que pratiquent les différentes catégories de prêteurs et qui s'échelonnent entre 2 et 10 pourcent.

Au niveau de notre échantillon de 29 IMF ayant partagé le détail de leur structure de financement au niveau des emprunts, le taux d'intérêt moyen pondéré est de 7 pourcent.

Soixante neuf (69) pourcent des fonds total alloués sur cet échantillon d'IMF proviennent du groupe « institution financière » qui comprend les banques commerciales, les banques publiques et les coopératives (**graphique 5**). Elles prêtent le plus souvent à des taux de marché autour de 8 pourcent et se tournent principalement vers les IMF de grandes tailles qui sont en mesure d'offrir des garanties importantes. Avec 19 pourcent de fonds alloués au secteur, le second groupe « IFD/Gouvernement » qui regroupe les catégories « IFD » (Institutions de Financement du Développement), « Gouvernement », « Programme de Développement » et la « Coopération bi/multilatérales » ; octroie des prêts à des taux très faibles qui vont de 2.1 à 4.2 pourcent en moyenne pondérée. Enfin le groupe « Fonds » composé des catégories « Capitaux Privés » et « ONG/Fondation » ne prête qu'à hauteur de 9 pourcent, ce groupe ayant une stratégie d'investissement majoritairement en capital et recevable par une seule catégorie d'IMF les Institutions Financières Non Bancaires (IFNB).



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2008 Benchmarks

Focus : De nouveaux entrants, les Institutions Financières Non Bancaires (IFNB)

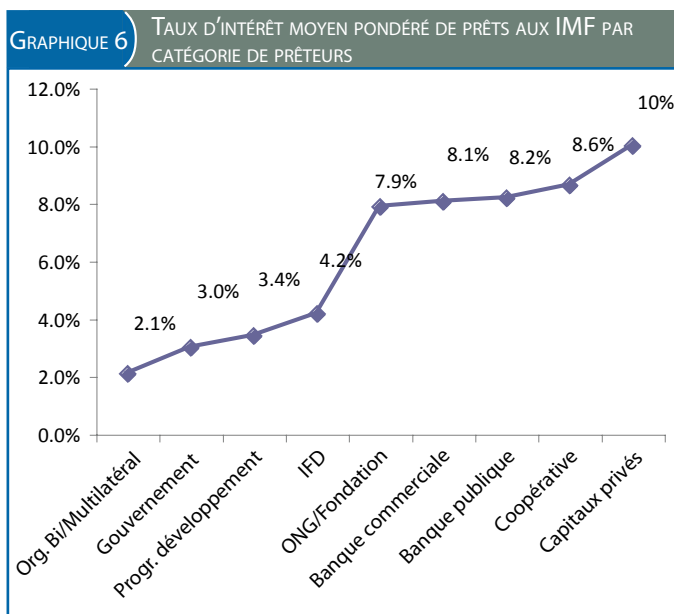
La nouvelle loi régissant les IMF dans la zone UEMOA prévoit notamment un agrément unique pour toutes les IMF, quelle que soit leur forme juridique (Coopérative, Sociétés Anonymes (SA) / Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL) ou Association.

Cette unicité d'agrément pourrait faciliter l'arrivée de nouveaux entrants à vocation lucrative (IMF de type SA et SARL) avec des structures de financement différentes et des politiques commerciales plus agressives sur les produits de prêts. Certaines sont déjà opérationnelles grâce notamment à la signature de convention cadre leur permettant d'exercer.

Pour l'heure ces structures que l'on retrouve au sein de notre groupe de pairs IFNB, connaissent des performances financières trop inégales pour pouvoir en tirer une tendance générale tant leur jeunesse, leur stratégie de croissance et leur niveau de développement sont disparates.

Certaines présentent des résultats financiers prometteurs, d'autres sont encore très jeunes et doivent faire face à d'importantes pertes souvent inhérentes à leur business model, ce dernier visant à croître de manière accélérée afin d'atteindre le plus rapidement possible la rentabilité par des économies d'échelle qui permettront de résorber petit à petit les lourds frais fixes consacrés au démarrage et au développement de l'activité des premières années.

On peut néanmoins s'accorder pour dire que ces structures sont aujourd'hui dans leur ensemble mieux capitalisées que leurs consœurs, comme en attestent les ratios 'Capital/Actif' supérieur à 40 pourcent en médiane (41 pourcent contre 25 pourcent pour la médiane UEMOA, et 22 pourcent pour les mutuelles) et 'Dettes/Fonds Propres' d'à peine 1.4 (contre 2 pour la médiane UEMOA et plus de 3 pour celle du groupe de pairs des mutuelles). Cette tendance risque de s'intensifier de par la demande de Fonds d'investissement de rentrer directement dans le capital des IMF.



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2008 Benchmarks

UN SECTEUR TOUJOURS EN QUÊTE DE RENTABILITÉ

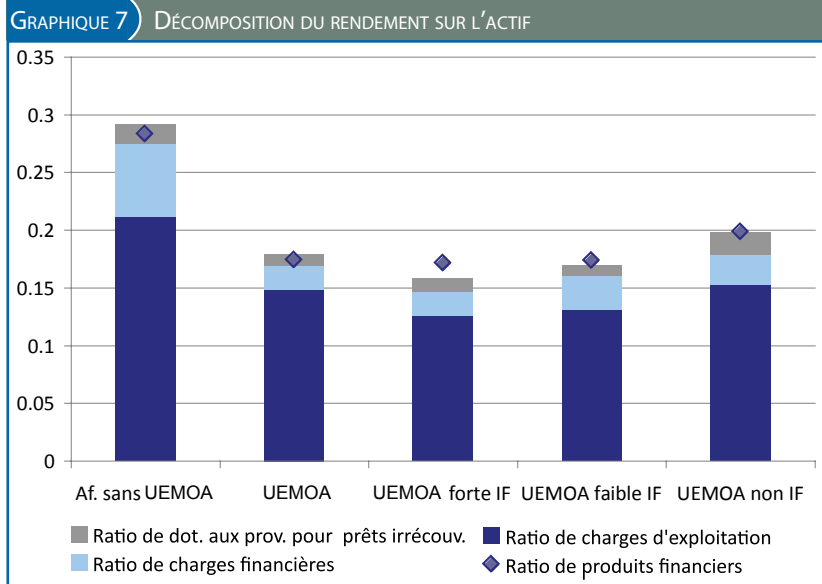
⇒ *L'épargne, source de rentabilité*

⇒ *Un développement des produits individuels qui baisse la productivité des IMF*

Les IMF des pays de la zone UEMOA n'opèrent pas cette année de franche amélioration de leur autosuffisance financière puisque celle-ci stagne en médiane autour de 96 pourcent (96.5 pourcent contre 96.2 en 2007) alors qu'elle avait connu une nette amélioration entre 2006 et 2007.

Les plus grandes IMF qui sont pour la plupart les plus matures, sont très proches de l'équilibre avec une autonomie financière de 99.5 pourcent.

L'étude de la décomposition du rendement de l'actif (**Graphique 7**) montre cependant de fortes disparités au sein des différents groupes de pairs.



Source: Microfinance Information Exchange, Inc., 2008 Benchmarks

Le ratio de produits financiers pour la zone UEMOA reste cette année encore le plus faible au monde à 17.4 pourcent alors que le reste de l'Afrique atteint 28.3 pourcent (avec une médiane mondiale située à 25.8 pourcent).

Cette situation s'explique non seulement par le plafonnement à 27 pourcent du taux d'intérêt auquel doivent se conformer les IMF sur leurs produits de prêts, mais aussi par la proportion du portefeuille de prêt sur l'actif, principal actif productif de l'IMF, qui est parmi les plus faibles au monde avec 68.4 pourcent (64.5 pourcent pour Afrique sans UEMOA et 78 pourcent en médiane mondiale) et qui plus est, en baisse de deux points par rapport à 2007.

Au niveau de l'étude du groupe de pairs « intermédiaire financier » on note que plus une IMF à la capacité de collecter l'épargne plus son niveau de rentabilité est élevé, l'épargne étant une ressource financière à moindre coût. A titre d'exemple, les IMF qui collectent l'épargne à hauteur de plus de 20 pourcent de l'actif (UEMOA forte IF) atteignent en médiane l'équilibre financier, tout comme le groupe « UEMOA faible IF » (ratio « épargne/ actif » compris

en 0 et 20 pourcent) même si c'est dans une moindre mesure.

En revanche, les IMF de type association/ONG qui ne peuvent collecter l'épargne n'atteignent pas en médiane cette rentabilité compte tenu des coûts de ressources supérieurs issus des emprunts et des charges d'exploitation plus importantes.

Le développement de l'offre de produit individuel répondant à une demande croissante de la part d'une clientèle plutôt masculine avec des besoins de financements plus importants se reflète au niveau de la productivité des IMF. Ces institutions, principalement issues du groupe de pairs IMF « grande » (portée), ont enregistré

une baisse de productivité de 28% avec un ratio 'emprunteurs par effectif de personnel' passant de 129 à 93 entre 2006 et 2008.

A l'inverse les IMF du groupe « petite » dont fait partie le groupe de pairs « UEMOA Femme » ont enregistré une forte hausse de leur productivité passant de 108 à 165 sur cette même période, ceci s'expliquant par un doublement en médiane du nombre de clients. Au niveau des coûts des opérations, il semblerait que les IMF de ce groupe maîtrisent leurs charges puisqu'à la fois les ratios de charges totales et de charges d'exploitation sont en médiane en baisse constante depuis 3 ans passant respectivement de 24.8 à 19.8 pourcent et de 23.1 à 15.3 pourcent. La dégradation du portefeuille pour ce type d'institution reste limitée grâce à la méthodologie de groupe solidaire qui protège les créances. En revanche, pour les IMF qui ont choisi d'offrir davantage de produits individuels, le risque de dégradation du portefeuille et en particulier sur les nouveaux produits en phase de lancement demeure plus important.

PORTEFEUILLE À RISQUE ET TAUX DE COUVERTURE

⇒ *Un portefeuille à risque élevé avec un taux de couverture faible.*

Le taux de couverture du portefeuille à risque de notre échantillon est en médiane de 51 pourcent, soit exactement au même niveau que l'année dernière. Ce taux reste très bas comparé aux autres régions du globe de par l'obligation de ne provisionner qu'à partir de 90 jours.

Il est même encore plus faible au sein des IMF « Grande », qui se trouvent être, avec les IMF « jeune », celles qui maîtrisent le moins bien leur PAR à 30 jours (respectivement 7 et 9 pourcent).

Ce faible taux de couverture conjugué à un PAR 30j élevé fait donc courir un risque important aux grandes mutuelles du secteur, d'autant plus que ce sont celles qui connaissent, avec les jeunes IMF, les taux de radiation les plus élevés.

Sur notre échantillon Trend composé de 21 IMF contre 46 pour l'échantillon annuel, le PAR de la zone UEMOA en médiane ressort pour 2008 à 5,8 pourcent, stable par rapport à 2007 et en amélioration par rapport à 2006 où il était proche de 7 pourcent.

Compte tenu des incertitudes liées à la crise, la plupart des grandes IMF ont resserré leurs conditions d'octroi du crédit, ce qui s'est traduit par une amélioration significative de leur PAR au regard de 2007, revenant ainsi à leur niveau de 2006.

Les petites ont en revanche eu des difficultés à maîtriser leur PAR qui a fortement augmenté pour atteindre finalement le même niveau que celui des grandes, alors qu'historiquement celui-ci était nettement plus bas.

Cette tendance est due à la fois au développement mal maîtrisé du portefeuille mais aussi à la forte augmentation des prix et à l'avènement de la crise qui ont grevé le pouvoir d'achats des ménages.

CONCLUSION

Les systèmes financiers africains sont peu connectés au système financier international (exception faite des opérations de commerce), et n'ont donc pas été affectés (avec la même intensité que les autres régions) directement par la crise qu'a subit le système financier global. S'il est vrai que le secteur bancaire a été relativement protégé de la crise bancaire internationale, il n'en reste pas moins que celui-ci s'est naturellement protégé d'éventuelles conséquences économiques issues de la crise, en limitant par souci de précaution leurs décaissements.

En revanche, indirectement, il semblerait que la crise ait eu un impact significatif au sein de l'économie réelle : forte inflation dans la région entraînant une augmentation des prix, diminution des investissements étrangers et coupes budgétaires au sein des programmes de développement.

Au niveau du secteur de la microfinance, de nombreuses IMF ont « profité » de cette période pour sécuriser leurs actifs, se focalisant sur le renforcement de la qualité de leur portefeuille dont les effets devraient se faire ressentir dès 2009.

Dans un contexte international toujours morose, on peut s'attendre à ce que les IMF continuent cette même stratégie avant de se relancer dans le développement et la diversification de leur portefeuille. La levée de fonds sous forme de dettes étant encore réduite, les difficultés dans la recherche de financement que rencontrent déjà les IMF petites et moyennes risquent de s'intensifier. Afin de pérenniser leurs activités et dans ce contexte économique, on peut penser que ces IMF ont tout intérêt à consolider leurs actifs en fusionnant leurs activités. Ces rapprochements bien orchestrés entraîneraient l'atteinte d'un niveau d'activité qui leur permettrait d'effectuer des économies d'échelle, d'attirer de nouveaux partenaires, d'accroître la professionnalisation et l'offre de services. De telles initiatives sont en cours au Sénégal et devraient se développer dans les autres états membres.

COLLECTE ET TRAITEMENT DES DONNÉES

Pour les besoins du benchmarking, le MIX collecte et retrace les données financières et de portée des IMF conformément aux standards internationaux de la microfinance tels qu'ils sont appliqués pour le MicroBanking Bulletin. Les données brutes sont collectées auprès des IMF, reformatées selon les normes de présentation IFRS (International Financial Reporting Standards) et vérifiées à l'aide des états financiers audités, des rapports de rating ou d'autres rapports d'évaluation et de contrôle disponibles. Les indicateurs de performance sont alors retraités en utilisant les standards du secteur en matière de retraitement afin d'éliminer les effets des subventions, des diffé-

rences de politique de provisionnement des créances douteuses, et intégrer l'impact de l'inflation sur les performances de l'institution. Ce processus permet de comparer les performances entre les institutions.

Le MIX souhaite remercier les institutions ayant participé aux benchmarks du secteur.

Charles Cordier
Analyste MIX Afrique Francophone

Julien Corroy
Analyste associé

IMF participantes- Zone UEMOA		
Benchmarks 2008 (46 IMF)	Bénin	ACFB, Alidé, FECECAM, PADME, Vital Finance, FIDEVIE, CMMB, PAPME, CBDIBA/RENANCA
	Burkina Faso	GRAINE sarl, RCPB, CVECA SOUM, LSK, Micro Start
Tendances 2006-2008 (21 IMF) <i>En Italique</i>	Mali	CVECA Kita/Bafoulabé, Kafo Jiginew, Kondo Jigima, Miselini, Nyèsigiso, Soro Yiriwaso, PASECA Kayes, UCCEC GY, CVECA Koro, Jigiyaso Ba,
	Niger	MECREF, Kokari, ASUSU CIIGABA, COOPEC Hinfani Dosso
	Sénégal	ACEP Sénégal, CMS, DJOMEC, MEC FEPRODES, PAMECAS, U-IMCEC, Caurie SARL, MEC AFER, MECBAS, Microcred, SEM Fund, UMECDES
	Côte d'Ivoire	UNACOOPEC-CI
	Togo	CECA, FUCEC, WAGES, MGPCD Dekawowo, Mutuelle Akwaba
Groupe de pairs	Définition	Description
Rentabilité	UEMOA ASF (16 IMF)	IMF ayant une autosuffisance financière $\geq 100\%$
	UEMOA Non ASF (20 IMF)	IMF ayant une autosuffisance financière $< 100\%$
Portée	UEMOA petite (11 IMF)	Nombre d'emprunteurs $< 10,000$
	UEMOA moyenne (13 IMF)	Nombre d'emprunteurs $\geq 10,000$ et $\leq 30,000$
	UEMOA grande (22 IMF)	Nombre d'emprunteurs $> 30,000$
Région	Afrique UEMOA (46 IMF)	Pays représentés : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Côte d'Ivoire
	Afrique sans UEMOA 149 IMF)	Pays représentés : Afrique du sud, Angola, Cameroun, Congo, Congo RDC, Ethiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mozambique, Nigeria, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Uganda, Zambie
Intermédiation financière	UEMOA forte IF (35 IMF)	Epargne volontaire/ Actif total $\geq 20\%$
	UEMOA faible IF (8 IMF)	Epargne volontaire/ Actif total > 0 et $< 20\%$
	UEMOA non IF (3 IMF)	Epargne volontaire/ Actif total = 0

DÉFINITIONS DES INDICATEURS

CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES

Nombre d'IMF	Effectifs du groupe
Age	Années d'existence
Total de l'actif	Actif Total, ajusté pour l'inflation, le provisionnement pour prêts irrécouvrables et la radiation de prêts
Bureaux	Nombre (incluant le siège)
Effectifs du personnel	Nombre total d'employés

STRUCTURE DE FINANCEMENT

Capital/ Actif	Total fonds propres ajustés/ Total actif ajusté
Ratio Dettes/ Fonds Propres	Total dettes, ajusté/ Total fonds propres, ajusté
Épargne sur encours de prêts	Total de l'épargne / Encours brut de prêts, ajusté
Épargne sur actif total	Total de l'épargne / Total actif, ajusté
Encours de prêts sur actif total	Encours brut de prêts, ajusté/ Total de l'actif, ajusté

INDICATEURS DE PORTÉE

Nombre d'emprunteurs actifs	Nombre d'emprunteurs avec un prêt en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Pourcentage d'emprunteurs femmes	Nombre d'emprunteurs actifs femmes/ Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Nombre de crédits en cours	Nombre de prêts en cours, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Encours brut de prêts	Encours brut de prêts, ajusté pour la radiation normalisée de prêts
Solde moyen de crédit par emprunteur	Encours brut de prêts, ajusté/ Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté
Solde moyen de prêt par emprunteur/ RNB par habitant	Solde moyen de prêt par emprunteur, ajusté/ RNB par habitant
Solde de prêt moyen	Encours brut de prêts, ajusté/ Nombre de prêts en cours, ajusté
Solde de prêt moyen/ RNB par habitant	Solde de prêt moyen, ajusté/ RNB par habitant
Nombre d'épargnants	Nombre total d'épargnants
Nombre de comptes d'épargne	Nombre total de comptes d'épargne
Épargne	Montant total des comptes d'épargne
Montant moyen d'épargne par épargnant	Total de l'épargne/ Nombre d'épargnants total
Montant moyen d'épargne par épargnant / RNB par habitant	Montant moyen d'épargne par épargnant / RNB par habitant
Montant d'épargne moyen	Total de l'épargne/ Nombre total de comptes d'épargne
Solde d'épargne moyen / RNB par habitant	Solde d'épargne moyen, / RNB par habitant

INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES

RNB par habitant	Revenu total généré par les ressortissants d'un pays / Nombre total des ressortissants (World Development Indicators)
Taux de croissance du PIB	Croissance annuelle du total des produits et services sur l'ensemble du territoire d'un pays donné (World Development Indicators)
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	Taux d'intérêt proposé aux clients nationaux pour les dépôts à vue ou à terme (FMI/International Financial Statistics)
Taux d'inflation	Changement dans le cours des prix à la consommation (FMI/International Financial Statistics)
Pénétration des circuits financiers	Masse monétaire comprenant les devises, les dépôts, et les devises électroniques (M3) / PIB, et qui mesure la monétisation de l'économie (FMI/International Financial Statistics)

PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE

Rendement de l'actif	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/ Montant moyen de l'actif
Rendement des fonds propres	Résultat opérationnel ajusté, après impôts/ Montant moyen des fonds propres
Auto-suffisance opérationnelle	Produits financiers/ (Ch. financières + Dot. nettes aux Prov. pour prêts irrécouv. + Ch. d'exploitation)
Auto-suffisance financière	Produits financiers, ajustés/ (Ch. financières + Dot. nettes aux Provisions pour prêts irrécouvrables + Ch. d'exploitation) ajustées

PRODUITS D'EXPLOITATION

Produits financiers/ Actif	Produits financiers, ajustés/ Actif moyen
Marge bénéficiaire	Résultat opérationnel, ajusté/ Produits financiers, ajustés
Rendement nominal du portefeuille brut	Intérêts, frais et commissions perçus sur le portefeuille de crédits/ Encours de crédits brut moyen, retraité
Rendement réel du portefeuille brut	(Rendement nominal du portefeuille brut - Taux d'inflation)/ (1 + Taux d'inflation)

CHARGES D'EXPLOITATION

Ratio de ch. Totales	(Gastos financieros + Gasto de Provisión para Cartera de Préstamos, neta + Gastos operacionales) Ajustado/ Activo Total Promedio Ajustado
Ratio de ch. financières	Gastos Financieros Ajustados/ Activo Total Promedio Ajustado
Ratio de dotations aux provisions pour prêts irrécouvrables	Gasto de Provisión para Cartera de Préstamos, neta Ajustada/ Activo Total Promedio Ajustado
Ratio de ch. d'exploitation	(Gastos operacionales)/ Activo Total Promedio Ajustado
Ratio de ch. de personnel	Gasto de Personal Ajustado/ Activo Total Promedio Ajustado
Ratio de ch. administratives	Gastos Administrativos Ajustados/ Activo Total Promedio Ajustado
Ratio de ch. d'ajustement	(Resultado operacional neto No Ajustado - Resultado operacional neto Ajustado)/ Activo Total Promedio Ajustado

EFFICIENCE

Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	Charges d'exploitation, ajustées/ Encours brut moyen de prêts
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	Ch. de personnel, ajustées/ Encours brut moyen de prêts
Salaires moyen/ RNB par habitant	Montant moyen des ch. de personnel, ajusté/ RNB par habitant
Coût par emprunteur	Charges opérationnelles, ajustées/ Nombre moyen d'emprunteurs actifs, ajusté
Coût par prêt	Charges opérationnelles, ajustées/ Nombre moyen de prêts en cours, ajusté

PRODUCTIVITÉ

Emprunteurs par effectif du personnel	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/ Effectifs du personnel
Prêts par effectif du personnel	Nombre de prêts en cours, ajusté/ Effectifs du personnel
Emprunteurs par agent de crédit	Nombre d'emprunteurs actifs, ajusté/ Nombre d'agents de crédit
Prêts par agent de crédit	Nombre de prêts en cours, ajusté/ Nombre d'agents de crédit
Épargnants par effectif du personnel	Nombre d'épargnants / Effectifs du personnel
Comptes d'épargne par effectif du personnel	Nombre de comptes d'épargne / Effectifs du personnel
Distribution du personnel	Nombre d'agents de crédit/ Effectifs du personnel

RISQUES ET LIQUIDITÉ

Portefeuille à risque > 30 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 30 jours/ Encours brut de prêts, ajusté
Portefeuille à risque > 90 jours	Capital restant dû pour prêts avec montants échus > 90 jours/ Encours brut de prêts, ajusté
Taux de radiation de prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée/ Encours brut moyen de prêts
Taux de pertes sur prêts	Valeur des prêts radiés, ajustée et diminuée des reprises de capital/ Encours brut moyen de prêts
Taux de couverture du risque	Provision pour prêts irrécouvrables, ajustée/ PAR > 30 jours
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	Caisses et disponibilités bancaires/ Total actif, retraité

16 UEMOA 2009 Benchmarking et Analyse du Secteur de la Microfinance

BENCHMARKS UEMOA					
	Région		Intermédiation financière		
	Afrique sans UEMOA	UEMOA	UEMOA forte IF	UEMOA faible IF	UEMOA non IF
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES					
Nombre d'IMF	149	46	35	8	3
Age	9	13	13	14.5	4
Total de l'actif	5,202,858	4,153,003	4,034,230	5,585,321	5,223,937
Bureaux	8	12	17	6.5	3
Effectifs du personnel	95	49	54	75	35
STRUCTURE DE FINANCEMENT					
Capital/ Actif	26.7%	24.4%	24.1%	60.2%	51.9%
Ratio Dettes/ Fonds Propres	2.4	1.97	3.1	0.575	0.93
Epargne sur encours de prêts	50%	63.3%	73.6%	18.6%	0.0%
Epargne sur actif total	32.6%	41.7%	50.6%	13.7%	0.0%
Encours de prêts sur actif total	64.0%	68.4%	66.8%	72.7%	78.9%
INDICATEURS DE PORTÉE					
Nombre d'emprunteurs actifs	9,128	11,140	10,076	12,213	19,967
Pourcentage d'emprunteurs femmes	60%	49.7%	43.9%	63.7%	74.8%
Nombre de crédits en cours	9,375	11,140	10,076	12,213	19,967
Encours brut de prêts	2,702,357	2,992,615	5,332,061	2,584,810	4,779,774
Solde moyen de crédit par emprunteur	304	370	591	269	507
Solde moyen de prêt par emprunteur/ RNB par habitant	66.2%	71.7%	122.8%	56.1%	110.2%
Solde de prêt moyen	297	366	591	269	507
Solde de prêt moyen/ RNB par habitant	64.0%	64.0%	122.8%	56.1%	110.2%
Nombre d'épargnants	17,776	19,379	17,110	26,785	35
Nombre de comptes d'épargne	18,434	17,825	15,532	26,785	35
Épargne	1,383,429	1,333,664	2,011,865	755,637	0
Montant moyen d'épargne par épargnant	89	121	121	25	581
Montant moyen d'épargne par épargnant / RNB par habitant	19.0%	23.5%	23.5%	6.0%	116.0%
Montant d'épargne moyen	89	114	114	25	581
Solde d'épargne moyen / RNB par habitant	18.5%	22.0%	22.0%	6.0%	116.0%
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES					
RNB par habitant	400	560	560	585	610
Taux de croissance du PIB	6.4%	3.6%	3.6%	4.1%	4.6%
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	8.7%	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%
Taux d'inflation	9.8%	1.4%	1.4%	1.3%	1.4%
Pénétration des circuits financiers	22.6%	33.4%	33.4%	32.2%	33.4%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE					
Rendement de l'actif	-1.1%	0.0%	0.1%	0.5%	0.0%
Rendement des fonds propres	-4.2%	0.0%	0.3%	-0.9%	0.0%
Auto-suffisance opérationnelle	108.3%	111.4%	106.6%	124.1%	216.8%
Auto-suffisance financière	95.7%	96.5%	96.5%	113.8%	64.7%
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Produits financiers/ Actif	28.3%	17.4%	17.1%	17.3%	19.8%
Marge bénéficiaire	-3.9%	-3.7%	-3.7%	12.2%	-145.6%
Rendement nominal du portefeuille brut	39.8%	21.3%	20.9%	22.1%	24.6%
Rendement réel du portefeuille brut	27.3%	19.3%	17.9%	21.2%	23.0%
CHARGES D'EXPLOITATION					
Ratio de ch. Totales	31.0%	18.7%	16.1%	17.6%	19.8%
Ration de ch. financières	6.3%	2.1%	2.1%	3.0%	2.6%
Ratio de dotations aux provisions pour prêts irrécouvrables	1.6%	1.0%	1.2%	0.9%	1.9%
Ratio de ch. d'exploitation	21.2%	12.6%	12.6%	13.1%	15.3%
Ratio de ch. de personnel	10.3%	5.4%	5.1%	6.1%	8.2%
Ratio de ch. administratives	10.8%	7.1%	7.7%	6.9%	7.1%
Ratio de ch. d'ajustement	2.7%	1.2%	1.3%	0.6%	0.4%
EFFICIENCE					
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	37.8%	20.0%	19.9%	20.0%	58.0%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	16.5%	8.5%	7.6%	8.6%	31.5%
Salaire moyen/ RNB par habitant	11	11	11	15	8
Coût par emprunteur	144	87	97	103	87
Coût par prêt	133	123	115	103	169
PRODUCTIVITÉ					
Emprunteurs par effectif du personnel	98	150	123	156	137
Prêts par effectif du personnel	98	151	151	156	137
Emprunteurs par agent de crédit	258	459	452	532	416
Prêts par agent de crédit	257	488	485	532	416
Epargnants par effectif du personnel	204	303	343	204	0
Comptes d'épargne par effectif du personnel	220	367	375	281	0
Distribution du personnel	43.7%	36.9%	33.3%	44.7%	60.0%
RISQUES ET LIQUIDITÉ					
Portefeuille à risque > 30 jours	4.8%	4.7%	4.7%	4.2%	4.6%
Portefeuille à risque > 90 jours	1.9%	2.7%	2.7%	2.9%	2.6%
Taux de radiation de prêts	1.4%	2.1%	2.2%	1.6%	2.0%
Taux de pertes sur prêts	0.9%	1.8%	1.8%	1.3%	2.0%
Taux de couverture du risque	60.4%	51.0%	50.8%	66.0%	42.2%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	17.3%	12.9%	13.3%	9.7%	11.2%

BENCHMARKS UEMOA

	Portée			Rentabilité	
	Afrique Grande	Afrique Moyenne	Afrique Petite	ASF	non ASF
CARACTÉRISTIQUES INSTITUTIONNELLES					
Nombre d'IMF	11	13	22	17	20
Age	20	15	10	12	14
Total de l'actif	74,286,557	7,523,177	1,363,046	4,153,003	7,181,966
Bureaux	73	28	4	7	18
Effectifs du personnel	563	100	22	44	84
STRUCTURE DE FINANCEMENT					
Capital/ Actif	17.5%	24.1%	35.0%	24.3%	17.5%
Ratio Dettes/ Fonds Propres	3.61	3.12	1.53	3.1	1.57
Épargne sur encours de prêts	89.7%	60.4%	60.6%	64.1%	73.4%
Épargne sur actif total	63.1%	41.3%	36.9%	50.1%	41.7%
Encours de prêts sur actif total	66.8%	68.4%	68.6%	68.9%	65.7%
INDICATEURS DE PORTÉE					
Nombre d'emprunteurs actifs	45,163	19,027	2,351	11,744	17,655
Pourcentage d'emprunteurs femmes	40.0%	49.8%	51.0%	62.9%	44.2%
Nombre de crédits en cours	45,163	19,027	2,353	11,744	17,662
Encours brut de prêts	31,091,438	4,881,394	872,267	3,697,331	4,404,465
Solde moyen de crédit par emprunteur	745	423	294	393	379
Solde moyen de prêt par emprunteur/ RNB par habitant	121.2%	74.2%	41.4%	79.0%	69.5%
Solde de prêt moyen	745	423	249	385	379
Solde de prêt moyen/ RNB par habitant	121.7%	74.2%	40.9%	79.0%	69.5%
Nombre d'épargnants	298,876	26,785	3,503	29,119	20,094
Nombre de comptes d'épargne	298,876	26,785	3,503	26,785	21,056
Épargne	47,153,490	2,966,509	469,660	686,948	2,738,940
Montant moyen d'épargne par épargnant	141	115	138	108	152
Montant moyen d'épargne par épargnant / RNB par habitant	22.5%	21.0%	26.0%	79.0%	25.0%
Montant d'épargne moyen	140	115	114	104	139
Solde d'épargne moyen / RNB par habitant	22.5%	21.0%	22.0%	79.0%	24.5%
INDICATEURS MACRO-ÉCONOMIQUES					
RNB par habitant	560	560	585	560	610
Taux de croissance du PIB	3.3%	3.6%	4.1%	3.6%	4.1%
Taux d'intérêt sur comptes de dépôts	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%	3.5%
Taux d'inflation	1.3%	1.4%	1.4%	1.3%	1.4%
Pénétration des circuits financiers	30.9%	33.4%	33.4%	33.4%	33.4%
PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE					
Rendement de l'actif	-0.1%	0.1%	0.01%	2.18%	-2.1%
Rendement des fonds propres	-4.0%	2.5%	0.02%	7.97%	-8.2%
Auto-suffisance opérationnelle	110.1%	109.2%	116.4%	123.8%	96.4%
Auto-suffisance financière	99.5%	96.8%	96.4%	113.8%	83.8%
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Produits financiers/ Actif	16.4%	17.5%	19.0%	16.9%	17.8%
Marge bénéficiaire	-0.6%	-3.4%	-3.7%	12.2%	-19.3%
Rendement nominal du portefeuille brut	21.7%	20.2%	22.2%	22.5%	20.5%
Rendement réel du portefeuille brut	19.2%	15.8%	21.1%	21.6%	15.0%
CHARGES D'EXPLOITATION					
Ratio de ch. Totales	14.5%	17.1%	17.2%	14.7%	21.3%
Ratio de ch. financières	1.8%	3.1%	1.6%	2.2%	2.0%
Ratio de dotations aux provisions pour prêts irrécouvrables	1.3%	0.6%	1.9%	0.8%	2.4%
Ratio de ch. d'exploitation	12.5%	14.7%	11.8%	12.1%	13.8%
Ratio de ch. de personnel	5.5%	5.5%	5.0%	5.0%	6.2%
Ratio de ch. administratives	6.9%	8.7%	7.1%	7.0%	7.3%
Ratio de ch. d'ajustement	1.2%	1.3%	1.1%	0.6%	2.1%
EFFICIENCE					
Ratio de ch. d'exploitation au portefeuille	19.8%	23.8%	19.2%	19.7%	22.9%
Ratio de ch. de personnel au portefeuille	8.6%	9.3%	7.4%	7.6%	10.5%
Salaires moyen/ RNB par habitant	14	11	7	11	13
Coût par emprunteur	135	108	64	85	108
Coût par prêt	136	97	105	104	134
PRODUCTIVITÉ					
Emprunteurs par effectif du personnel	123	151	149	161	117
Prêts par effectif du personnel	151	151	149	161	123
Emprunteurs par agent de crédit	435	529	416	442	452
Prêts par agent de crédit	502	529	416	479	485
Épargnants par effectif du personnel	525	293	190	382	239
Comptes d'épargne par effectif du personnel	628	373	201	385	266
Distribution du personnel	35.3%	40.0%	34.8%	33.3%	37.8%
RISQUES ET LIQUIDITÉ					
Portefeuille à risque > 30 jours	7.2%	4.7%	4.1%	4.6%	4.6%
Portefeuille à risque > 90 jours	4.0%	2.7%	2.5%	2.3%	3.7%
Taux de radiation de prêts	2.5%	2.4%	1.6%	1.5%	2.5%
Taux de pertes sur prêts	1.5%	2.3%	1.5%	1.1%	2.3%
Taux de couverture du risque	50.0%	47.9%	53.3%	42.2%	51.1%
Actifs non productifs en pourcentage de l'actif total	10.1%	11.9%	14.5%	11.5%	12.8%

A PROPOS DU MICROFINANCE INFORMATION EXCHANGE:

Le Microfinance Information Exchange (MIX) est le premier fournisseur d'information sur les performances et les acteurs du secteur de la microfinance. Sa mission étant de renforcer le secteur de la Microfinance, le MIX fournit des informations détaillées sur les différents acteurs du secteur que sont les IMF, les bailleurs et investisseurs et les réseaux et associations professionnelles via sa plateforme d'échange d'information MIX Market et ses parutions de rapports benchmarks comme le MicroBanking Bulletin (MBB).

MIX est une ONG fondée par le CGAP (the Consultative Group to Assist the Poor) et financée par le CGAP, Citi Foundation, Deutsche Bank Americas Foundation, Omidyar Network, IFAD (International Fund for Agricultural Development), Bill & Melinda Gates Foundation et autres. Le MIX est une entreprise privée.



Pour en savoir plus, merci de visiter www.themix.org
ou écrivez nous à l'adresse info@themix.org